

Elections au Québec

Ce 1er octobre, on votait au Québec. Jusqu'ici, c'est le Parti Libéral Québécois (PLQ) de Philippe Couillard qui était au pouvoir, en alternance avec le Parti Québécois (PQ). Le PQ a eu son heure de gloire mais a été affaibli après deux référendums en faveur de l'indépendance perdus, et il a aussi glissé vers le centre. Depuis, il est en perte de vitesse, ce qu'ont encore confirmé les élections du 1er octobre.

C'est un parti récent qui gouvernera désormais le Québec, le CAQ, « Coalition Avenir Québec ». Mauvaise nouvelle sur le plan socio-économique, mais aussi en matière d'environnement ou d'immigration, où le CAQ propose des politiques très orientées à droite.

Une bonne nouvelle cependant, le très beau score de Québec Solidaire, qui passe de 3 à 10 sièges, dépassant même le PQ. A noter que sur 10 élu.es, il y a 5 femmes, malgré un scrutin majoritaire (un.e seul.e candidat.e par circonscription), ce qui prouve que, lorsqu'il y a un vrai souci de parité, l'argument « on ne trouve pas de femmes » est balayé. Avis à nos partis qui ont mis si peu de femmes en tête de liste (27% à Bruxelles et à peine 22% en Wallonie)...

Une brève présentation de QS, avec une candidate rencontrée cet été, article paru dans le dernier numéro d'Axelle.

Québec solidaire.. et féministe

Ce 1er octobre, le Québec renouvelle son Parlement. Portrait d'un parti aux forts accents sociaux, souverainistes, et féministes.

Vu d'ici, le Québec apparaît comme ce village gaulois coincé au milieu de géants anglophones. Et de fait, la défense du français y est pointilleuse. Mais la revendication de souveraineté ne concerne pas seulement la langue : par rapport au Canada, « *on avance comme des sociétés distinctes* », explique Elisabeth Germain, militante féministe de longue date et candidate pour Québec Solidaire dans un district de la ville de Québec.

Si ces élections sont dites « provinciales », il ne faut pas s'y tromper : le Québec dispose déjà de compétences qui le mettent plutôt au niveau de nos Régions, et même au-delà, avec un Code civil spécifique, un régime de retraites particulier ou une collecte directe d'impôts. Les souverainistes voudraient aller plus loin, même si le Parti Québécois (PQ), qui s'est créé à partir de la revendication d'indépendance, a mis de l'eau dans son sirop d'érable après deux référendums perdus, dont un de justesse en 1995.

Aujourd'hui, la revendication est surtout portée par Québec Solidaire (QS), né en 2006 par la fusion de partis de gauche et nationalistes. Ce « nationalisme » qui a un parfum très droitier chez nous vient d'un constat tout différent, nous dit Elisabeth Germain : « *Pour donner une chance à un projet de gauche, la Québec doit se séparer du Canada, où la droite est trop pesante* ».

Stricte parité

(version web pour le n° d'octobre d'Axelle)

L'autre particularité de QS est son fort ancrage féministe. Il ne s'agit pas ici d'un féminisme ajouté au programme, parmi bien d'autres points, mais d'un élément constitutif du parti, qui traverse l'ensemble de ses positions ainsi que son organisation interne. L'une de ses fondatrices, Françoise David, a aussi été présidente de la Fédération des Femmes du Québec, et sa porte-parole et députée actuelle Manon Massé fut l'une des organisatrices de la Marche « Du pain et de Roses » en 1995, d'où est issue la Marche mondiale des Femmes.

Pour ce qui concerne le fonctionnement interne, toutes les instances, les commissions thématiques et les délégations doivent être paritaires. Si une délégation locale a droit à quatre

personnes et qu'il manque une femme, non seulement il n'est pas question de la remplacer par un homme mais, pour respecter la parité, la délégation est réduite à deux personnes.

Actuellement au Parlement, QS compte trois parlementaires : deux hommes et une femme. Mais l'un de ces hommes qui ne se représente pas, a tenu à ce que sa remplaçante soit une femme, dans une circonscription gagnable donc. Car l'un des pièges dont QS est très conscient, c'est de présenter autant de femmes que d'hommes... mais en envoyant les premières mener des combats perdus d'avance.

Sur le plan du programme, QS plaide pour une multiplication de lieux d'accueil et d'hébergement pour femmes, les victimes de violence mais aussi les « itinérantes » comme on appelle là-bas les SDF. Dans le domaine professionnel, le Québec est bien plus avancé que nous : plutôt que de parler de « conciliation travail/famille », les revendications portent sur la « conciliation famille/travail/santé/participation citoyenne ». Et bien au-delà de principe « à travail égal salaire égal », la réflexion porte sur l'« équité salariale », où l'on prend en considération le « travail de valeur égale » : il s'agit de combattre le phénomène bien connu des rémunérations plus basses dans les secteurs professionnels fortement féminisés.

Qu'en est-il des positions des autres partis sur ces questions ? QS tient à se distinguer d'un féminisme libéral, qui a pour simple ambition l'accès de femmes aux postes de pouvoir. Cependant, il arrive que les femmes s'unissent au-delà des partis pour obtenir certaines réformes, comme le partage égalitaire du patrimoine en cas de divorce. Mais Elisabeth Germain, qui a vécu de près les formidables avancées de la société québécoise, qui était encore très figée jusqu'aux années 60, pointe un péril que nous connaissons bien : les mesures d'austérité qui remettent en question bien des acquis..

La question autochtone

QS est aussi très préoccupé par les questions liées aux femmes autochtones, les discriminations et les violences dont elles sont spécifiquement victimes. La question autochtone est très sensible au Québec : cet été encore, un spectacle portant sur leur histoire, mais monté sans leur participation, a finalement été annulé suite à une vague de protestations. Et au niveau de tout le Canada, il a fallu attendre 2015 et l'élection de Justin Trudeau pour lancer enfin une enquête sur la disparition et l'assassinat de centaines de femmes autochtones. Sans beaucoup de résultats jusqu'ici.